



2004: Carrefour ne positive pas pour l'emploi

**Les élections passent et
les problèmes demeurent.**

**Chez Carrefour l'année
2004 ne sera pas positif
en terme d'emploi et de
rémunération.**

**La mise en cause de la
RTT et les nouvelles or-
ganisations du travail in-
quiètent les salariés**

**Les délégués syndicaux
CFDT se réunissent le
1er avril pour apporter
des réponses efficaces.**



Sommaire

**Régional, emploi, santé
Pour une Europe sociale
L'Europe c'est nous**

Elections Régionales: le désaveu !



Les confédérations syndicales demandent une réorientation de la politique gouvernementale et un changement de méthode pour donner toute sa place au dialogue social dans le cadre des réformes en cours.

La défaite de la droite aux régionales reflète "un véritable échec" de la politique de l'emploi, a dit le secrétaire général de la CFDT

3 avril: Mobilisez-vous pour l'emploi



Dans le cadre d'une campagne de la Confédération européenne des syndicats (CES), en France, CFDT, CGT, CFTC, Unsa se sont entendues sur un appel commun et des manifestations décentralisées et intersyndicales le 3 avril, autour du slogan « L'Europe de l'emploi, faisons-là ! ».

L'emploi un terme majeur pour tous.

Fécamp: 111ème sections CFDT



La CFDT vient de désigner **Mathieu GUERY** comme délégué syndical CFDT

Entré à Carrefour en 2000 il est actuellement cadre MSI.

Ce magasin Continent 2001 de 4500 m2 compte 170 salariés dont 12 cadres.

Quatrième implantation CFDT depuis le début de l'année

Chérèque (CFDT): "échec" sur l'emploi et "cadeaux" aux riches sanctionnés

François Chérèque, secrétaire général de la CFDT, estime que les électeurs ont sanctionné l'"échec" de la politique de l'emploi du gouvernement et ses "cadeaux aux catégories les plus aisées".

"Les Français, comme ils le font régulièrement depuis 1981, ont sanctionné la politique de l'emploi de ce gouvernement. Un véritable échec!".

F. Chérèque reproche au gouvernement "une stratégie à contre-courant. Dans un premier temps, il a joué l'attentisme: le retour de la croissance devait régler tous les problèmes. Il n'a donc rien fait pour encourager ce retour".



"les Français ne sont pas sots. Alors qu'on leur annonçait que les caisses étaient vides, ils ont constaté que les cadeaux allaient pourtant aux catégories les plus aisées, comme les baisses d'impôt sur le revenu".

M. Chérèque poursuit: "Et, alors que la croissance ne revient pas, on lèse les ménages les plus modestes, en diminuant le traitement social du chômage, en supprimant les emplois-jeunes, en revoyant à la baisse le financement du logement social".

"Enfin", souligne-t-il, à l'approche des élections, "ce sont à nouveau les cadeaux pour certaines catégories: les buralistes, les restaurateurs, les chefs d'entreprise avec le dégrèvement de la taxe professionnelle".

"Ce gouvernement a voulu faire croire que la sécurité publique supprimerait les angoisses des salariés devant leurs difficultés alors que c'est l'angoisse du chômage qui taraude ce pays", fait valoir M. Chérèque.

Il appelle le gouvernement à "prendre en mains, enfin, la politique de l'emploi" et "rétablir les emplois aidés". Il demande qu'on forme "les jeunes de moins de 25 ans qui ne trouvent pas de travail" dans le cadre de "formations qualifiantes, qui débouchent sur l'emploi", avertissant que la CFDT refusera "de nouveaux stages parkings".



Dénonçant le "dumping fiscal" au niveau européen, il soutient "la proposition de Michel Rocard d'une taxe sur les bénéfices des entreprises au niveau européen".

Interrogé sur l'accord très contesté signé avec le Medef et qui prive des centaines de milliers de chômeurs de leurs indemnités, M. Chérèque dit comprendre que "l'opinion publique soit émue", faisant valoir que cet accord a été conclu alors que l'Unedic "était promis à la faillite".

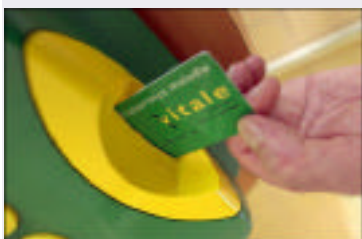
Alors qu'on frôlait "la récession", le gouvernement "nous a fait un enfant dans le

Sécu: pour une "contribution sur les bénéfices des entreprises"

dos!" accuse-t-il, évoquant la réduction de "la durée d'indemnisation des bénéficiaires de l'Allocation spécifique de solidarité", concernant 392.000 chômeurs en fin de droit".

M. Chérèque reproche l'habitude de "piocher" dans la caisse de l'assurance-chômage, "comme l'a fait celui de Lionel Jospin en 2000" et demande au contraire à l'Etat de "remettre au pot".

Au sujet du projet du gouvernement de renforcer le contrôle des chômeurs, il affirme que "cela ne créera pas un seul emploi" et avertit qu'il n'est pas question "de faire jouer ce rôle à l'Unedic".



Sécu: M. Chérèque pour une "contribution sur les bénéfices des entreprises"

Le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, se prononce, dans une interview au Nouvel Observateur à paraître jeudi, pour "une contribution sur les bénéfices des entreprises affectées à la Sécu".

"La CFDT veut une contribution sur les bénéfices des entreprises affectée à la Sécu", indique M. Chérèque, selon lequel, toutefois, "il faut privilégier la CSG" car "c'est la cotisation la plus juste puisqu'elle pèse sur tous les revenus".

"Il est mensonger d'affirmer que l'on va faire baisser les dépenses", fait valoir M. Chérèque qui veut éviter "un énième plan de sauvetage, coûteux pour les usagers et sans efficacité pour l'avenir".

M. Chérèque explique par ailleurs que la CFDT refusera "des déremboursements de médicaments utiles". "Pas question d'accepter les forfaits sur les boîtes de médicaments, ni de bonus-malus", martèle-t-il, même s'il est d'avis qu'il faut "résoudre les problèmes de surconsommation médicale".

"Pour abaisser les poids des assurances complémentaires, il faut les associer au système", poursuit M. Chérèque, selon lequel "de cette manière, ces assurances ne sélectionneront plus les patients en fonction des risques et on fera reculer le risque de privatisation".

Le secrétaire général de la CFDT plaide également pour une nouvelle organisation du système de soins: l'Etat, dit-il, "doit décider de la politique de santé, du budget", mais "l'assurance maladie, dans laquelle sont représentés les partenaires sociaux, doit piloter le système".



Chez Carrefour la CFDT se bat pour que le bénéfice de la RTT ne soit pas réservé qu'à une catégorie de salarié.

Que chaque salarié puisse améliorer son pouvoir d'achat et bénéficier de la semaine de repos RTT.

2 et 3 avril 2004 : pour une Europe plus sociale

Mobilisez-vous pour l'emploi en Europe !

L'appel des syndicats français

Les journées des 2 et 3 avril se situent dans le cadre d'une campagne de la Confédération européenne des syndicats (CES), déclinée par les organisations affiliées, dans tous les pays de l'Union.

En France, CFDT, CGT, CFTC, Unsa se sont entendues sur un appel commun et des manifestations décentralisées et intersyndicales le 3 avril, autour du slogan « L'Europe de l'emploi, faisons-là ! »

L'appel intersyndical invite les chefs de gouvernement de l'Europe à prendre des initiatives en faveur du plein emploi, d'adopter le traité constitutionnel qui « devra intégrer des garanties pour une Europe sociale ».

FO fait bande à part.

Parce que le chômage augmente et que les emplois bougent,

la CFDT revendique et agit pour :

Un emploi durable pour tous et un travail de qualité pour chacun, dans le Privé et le Public

- de meilleures conditions de travail • la réduction de la précarité • la revalorisation des salaires et des perspectives d'évolution individuelle • des services publics de qualité.

Parce que les salariés sont amenés à changer d'entreprise, voire de métier,

la CFDT revendique et agit pour :

Une formation tout au long de la vie

- une bonne formation initiale pour qu'il n'y ait pas de jeunes sans qualification à la sortie de l'école • un contrat de « 2e chance » pour les 60 000 jeunes qui chaque année sortent de l'école sans qualification • l'accès de chaque salarié, du Privé et du Public, à la formation • la possibilité pour chacun de faire reconnaître la valeur de son expérience : la validation des acquis de l'expérience.

Parce que chacun peut être confronté à un licenciement,

la CFDT revendique et agit pour :

Un droit individuel au reclassement

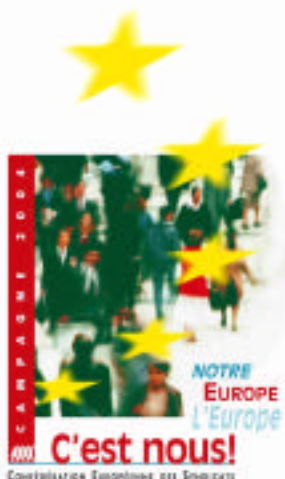
- un véritable contrat de reclassement personnalisé pour tous les salariés des grandes et des petites entreprises • une gestion prévisionnelle des emplois pour anticiper les évolutions de l'emploi dans le Privé et le Public : objectif « Zéro chômeur » • l'accompagnement individualisé de chaque demandeur d'emploi pour qu'il retrouve un emploi durable et de qualité : l'application du Pare.

Parce qu'il faut réussir l'Europe sociale à 25 pays,

la CFDT revendique et agit pour :

Une politique ambitieuse de l'emploi en Europe

- un budget qui permette d'intégrer les 10 nouveaux pays rejoignant l'Union au 1er mai et ainsi de favoriser la croissance • des politiques fiscale, économique et sociale coordonnées pour favoriser la création d'emplois • une politique de grands travaux qui développe les infrastructures soutenant la croissance économique • le développement de la recherche et de l'innovation technologique pour assurer la place de l'Europe dans la compétition mondiale.



L'Europe c'est nous!

Mobilisation 2-3 avril 2004

En 2003, destructions d'emplois pires que prévu

Publiés il y a un mois, les chiffres de l'emploi salarié en 2003 ont été fortement rectifiés.

En rapprochant les études de l'Insee et de l'Unedic, l'emploi salarié a finalement baissé de 0,3%.

Au lieu des 30 000 destructions d'emplois initialement annoncées, ce sont en fait 50 000 postes qui ont été supprimés l'année dernière.

Cet écart provient pour l'essentiel du secteur tertiaire, qui a créé moins d'emplois que le prévoient les estimations : 28 300 sur un an (selon les chiffres de l'Insee) contre 51 300. Si l'on compte l'intérim, le tertiaire aurait gagné 45 000 emplois.



Mobilisation des 2 et 3 avril

L'Europe de l'emploi, faisons-la !



La mobilisation européenne des 2 et 3 avril doit permettre à la CFDT d'afficher la détermination et la force de son action revendicative pour l'emploi.

L'engagement européen de la CFDT n'est plus à démontrer. Et le Conseil national a fait de 2004 une année de mobilisation pour l'emploi. C'est pourquoi les 2 et 3 avril, les militants répondront à l'appel de la Confédération européenne des syndicats (CES) par des initiatives sur ce thème, partout en France. Cette action européenne va être l'occasion pour la CFDT d'afficher ses revendications pour un développement de l'emploi et donc de montrer les résultats que produit le syndicalisme CFDT au quotidien. Un affichage fort se déploiera le 2 avril à travers des initiatives locales ou régionales : distributions de tracts, meetings, colloques, délégations auprès de décideurs locaux ou d'entreprises. Le lendemain, les équi-

pes se retrouveront dans la rue pour des manifestations à la hauteur d'une CFDT forte de ses 900 000 adhérents. «L'Europe de l'emploi, faisons-la!». C'est sous cette bannière que la CFDT défilera dans les grandes villes de l'Hexagone et dans la capitale.

Appel intersyndical. L'appel européen est repris en France par quatre centrales : la CFDT, la CGT, la CFTC et l'Unsa. FO appelle de son côté à relayer ses propres mots d'ordre. Les quatre signataires de l'appel commun affirmeront que «l'emploi est la première des exigences sociales», leur première préoccupation. Dans un tract qui sera distribué durant ces deux jours de mobilisation, la CFDT exposera des revendications en qua-

DÉCRYPTAGE

Une campagne syndicale européenne

L'appel de la CES des 3 et 4 avril correspond à un des temps forts de la campagne syndicale européenne "Notre Europe, l'Europe c'est nous!". Un site Web spécial a été conçu. Il est accessible en trois langues (français, anglais et allemand) depuis le 15 mars : <http://www.our-europe.org> Le site contient différentes rubriques qui couvrent l'ensemble de la campagne : journées d'action européenne (1^{er} mai, élections européennes, Constitution européenne, etc.) Pour consulter l'appel français et celui de la CES <http://www.cfdt.fr>

tre points : un emploi durable pour tous et un travail de qualité pour chacun, dans le privé et le public, une formation tout au long de la vie, un droit individuel au reclassement et une politique ambitieuse de l'emploi en Europe. «Le plein emploi est consubstantiel du modèle social européen, déclarait récemment dans ces colonnes, Jean-François Trogrlic, secrétaire national. Il y a donc nécessité d'une mobilisation forte, au-delà des politiques nationales, pour une vraie politique de l'emploi en Europe»

PHILIPPE RÉAU